

facile pour tout député ou pour le public de s'en procurer des exemplaires.

En ce qui concerne le dépôt du registre des fusions de la Direction des enquêtes sur les coalitions, j'estime aussi précieuse pour les députés, les analystes économiques et le monde universitaire l'analyse publiée hier par le Conseil économique, et qui contient des chiffres significatifs tirés du registre.

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une autre question complémentaire à poser au ministre de la Consommation et des Corporations. Vu les déclarations du Directeur des enquêtes sur les coalitions concernant une tendance qui se développe à propos des fusions et des mainmises, la Direction sait-elle combien il reste de sociétés dont on peut encore s'emparer?

LES FINANCES

LA COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES—LES ENTRETIENS AVEC LES PROVINCES

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question connexe à poser au ministre de la Consommation et des Corporations. Quels progrès a-t-il accomplis dans ses entretiens avec les provinces au sujet d'un projet de loi sur les valeurs mobilières? Il pourrait peut-être nous dire aussi quelles provinces s'opposent à la mesure législative proposée par le ministre.

M. l'Orateur: Le député ne convient-il pas avec moi que sa question exige une déclaration qui devrait se faire normalement à l'appel des motions?

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, compte tenu de votre observation, le ministre voudrait-il faire une déclaration à l'appel des motions avant que la Chambre s'ajourne pour le congé d'été, afin de dissiper certaines ambiguïtés à ce sujet en ce qui concerne les provinces?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Il n'y a pas la moindre ambiguïté. Nous poursuivons nos entretiens avec les provinces, ce qui demande beaucoup de bonne volonté et de collaboration. J'espère pouvoir annoncer en temps opportun la politique qu'adoptera le gouvernement à cet égard.

[Français]

LA CHAMBRE DES COMMUNES

QUESTION RELATIVE À LA NOMINATION D'UN GREFFIER ADJOINT

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable président du Conseil privé.

Étant donné le travail considérable qu'ont à accomplir le greffier de la Chambre et ses adjoints, le gouvernement a-t-il l'intention de procéder à la nomination d'un greffier adjoint afin d'alléger leur fardeau et, dans l'affirmative, quand a-t-il l'intention de le faire?

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Oui, monsieur l'Orateur, nous étudions cette question et nous espérons pouvoir faire une nomination dans un avenir rapproché.

[Traduction]

LA CONSOMMATION

LA NÉGOCIATION KENNEDY—LE BÉNÉFICE DES PRIX RÉDUITS AU CONSOMMATEUR

L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings): J'ai une question à poser au ministre de la Consommation et des Corporations. Le ministre ferait-il, le plus tôt possible, à l'appel des motions, une déclaration sur les mesures que le gouvernement prendra pour que les commerçants d'articles sur lesquels le tarif a été réduit, conformément à l'exposé budgétaire de mardi soir, fassent profiter le consommateur de toute la réduction en abaissant les prix, afin qu'on parvienne à maîtriser l'inflation et à stabiliser le coût de la vie?

L'hon. Ronald Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, depuis que la réduction accélérée du tarif en vertu du GATT a été décidée, mon personnel et moi cherchons à établir au sein du ministère les rouages voulus pour assurer que les épargnes découlant de ces réductions profitent aux consommateurs du Canada. J'espère pouvoir vous communiquer prochainement des renseignements définitifs.

LES NATIONS UNIES

CHYPRE—LE MAINTIEN DU CONTINGENT CANADIEN

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouvernement canadien a-t-il consenti au maintien pendant six mois de plus du contingent canadien des forces des Nations Unies à Chypre?